

# LE DEVOIR ACTUALITÉS

## ARMES

SUITE DE LA PAGE 1

690 000 propriétaires d'armes à feu au Québec et 220 000 en Alberta. Or les données récentes du CCAF indiquent que seulement 501 134 permis ont été émis au Québec, contre 204 893 en Alberta.

Les provinces de l'Ontario et de la Colombie-Britannique font elles aussi moins bonne figure, avec des taux de non-respect de la loi de 26,9 % et 25,1 % respectivement. Pour les quatre provinces, le taux de non-respect, à 5 %, est le plus bas au Canada. A part le Québec, seule l'Île-du-Prince-Édouard n'a pas demandé à Ottawa de suspendre son programme d'enregistrement des armes à feu au cours des derniers jours.

Au CCAF, on se montre peu enclin à commenter ce genre d'analyse des données. On estime que l'étude de janvier 2001 de la firme GPC avait pour but de connaître les données non pas province par province mais plutôt à l'échelle nationale.

«Je sais que c'est bien tentant de faire une comparaison comme ça. Tout le monde essaie de faire ça, mais ce n'était pas le but de cette étude-là. Vous pouvez en tirer les conclusions que vous voulez...», a commenté la porte-parole du CCAF, Chantale Breton.

Mme Breton a également rappelé que l'évaluation du nombre de propriétaires d'armes à feu par province était basée sur un total national de 2,46 millions. Mais l'étude notait aussi qu'environ 160 000 personnes se désistaient sur le point de se débarrasser de leur arme, ce qui fait autant de candidats susceptibles de demander leur permis en moins. Mme Breton a laissé entendre qu'un grand nombre de ces personnes se concentreraient peut-être dans les provinces du Québec et de l'Ontario, sans toutefois le prouver.

«Quand on donne les approximations [du nombre de propriétaires] par province, on ne tient pas compte du 6 % de gens qui disaient vouloir se débarrasser de leurs armes à feu. Donc, c'est un facteur», a expliqué Mme Breton. «[...] Peut-être qu'il y en avait plus ou moins dans certaines régions.»

Le contrôle des armes à feu exige deux choses des propriétaires: qu'ils obtiennent un permis et enregistrent chacune de leurs armes. D'après une autre étude de la firme GPC Recherche, il y aurait environ 1,89 million d'armes à feu en circulation au Québec (24 % du total canadien). On ignore encore combien de ces armes ont été dûment enregistrées. La date limite était le 31 décembre dernier, mais une période de grâce de six mois est accordée aux propriétaires qui auraient fait parvenir une lettre d'intention.

Vu le cafoillage qui sévit dans l'enregistrement — remis à l'ordre du jour par le dernier rapport de la vérificatrice générale —, il revient à chaque corps policier de décider ou non de porter des accusations contre une personne qui ne respecte pas la loi.

A la Sûreté du Québec, on explique qu'on évaluera les cas un à un.

«C'est toujours laissé au jugement du policier, a expliqué Johanne Gladu, porte-parole à la Sûreté du Québec. Il a le droit d'appliquer la loi. L'article 112 de la loi sur les armes à feu et les articles 91 et 92 du Code criminel lui donnent toutes les possibilités: si vous ne vous êtes pas conformé, vous pouvez avoir six mois de prison ou 2000 \$ d'amende, sauf que c'est à la discrétion du policier et de l'événement en cause.»

Mme Gladu a expliqué que la décision d'un policier pourrait bien être différente s'il a affaire à un cas de violence conjugale impliquant un propriétaire d'arme à feu sans permis plutôt qu'à un chasseur qui semble ne pas bien connaître la loi.

## Rectificatif

Dans les suggestions de sortie de la rubrique Ici et là publiée en page B 1 hier, la capsule intitulée «Bénédiction des eaux» propose une cérémonie au Musée des civilisations de Gatineau et non pas de Québec, comme nous l'écrivions.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courrier [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## CANADIEN

SUITE DE LA PAGE 1

vieux rêve pour lui, est un privilège et un honneur. «J'ai grandi avec le gilet du Canadien sur le dos, a-t-il noté. C'est un défi que je veux relever. Mon but est très simple: j'ai l'intention de tout faire pour que le club accède aux séries éliminatoires.» En vertu de son contrat, M. Julien dirigera l'équipe jusqu'à la fin de la saison 2003-04.

Dans l'immédiat, le nouvel entraîneur aura du pain sur la planche puisque le Canadien connaît des ratés depuis quelques semaines. À l'heure actuelle, le club a une fiche de 18-19-5-4, pour un total de 45 points. Ceci lui confère le dixième rang de l'Association de l'Est alors que seules les huit premières équipes participeront aux séries éliminatoires.

De plus, l'équipe a perdu ses neuf derniers matchs sur les patinoires étrangères, les deux dernières défaites en lice étant un revers de 1 à 0 mercredi contre les Trashers d'Atlanta et un autre de 4 à 1 jeudi soir contre les Flyers de Philadelphie. «Match après match, on voyait la situation se répéter», a indiqué André Savard en faisant référence au fait que ses joueurs ne travaillaient pas 60 minutes par match.

Et c'est justement ce que Claude Julien a pour mission de changer. «Ma force a toujours été d'établir une éthique de travail pour sortir fort à tous les soirs. [...] Et ça, ça commence par les entraînements», a-t-il expliqué aux nombreux journalistes tout juste avant de sauter sur la patinoire... pour diriger sa première séance d'entraînement. «Je veux ramener l'équipe là où tout le monde la voit.»

Il s'agit du premier poste d'entraîneur-chef de M. Julien dans la LNH. Agé de 42 ans, cet homme originaire du nord de l'Ontario et élevé dans la région d'Ottawa a fait ses classes dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec et dans la Ligue américaine.

Il a dirigé les Olympiques de Hull de 1996 à 2000 — son équipe a remporté la coupe Memorial en 1997 alors que Jose Théodore était son gardien — avant de se diriger vers Hamilton. Cette saison, les Bulldogs dominent la Ligue américaine avec une impressionnante fiche de 33-6-3-3 et un total de 72 points.

Avant d'entamer les pourparlers avec Claude Julien, André Savard a dû obtenir la permission du directeur

général des Oilers d'Edmonton, Kevin Lowe. La franchise des Bulldogs est à la fois le club-école du Canadien et des Oilers. L'équipe montréalaise devra faire contrepoids en offrant un choix de cinquième ronde (ou de quatrième ronde si elle participe aux séries).

Quel est le secret de Claude Julien pour fouetter ses joueurs? «Je crois beaucoup en la ligne fine qui existe entre le respect et l'autorité. Si on est capable de garder un équilibre, les choses semblent bien fonctionner.» Il essaiera de mettre en place un jeu axé sur une défensive plus serrée afin de réduire le nombre de tirs au but de l'adversaire.

Le directeur général de l'équipe est convaincu d'avoir fait le bon choix, un choix qui pourrait sauver la saison du Canadien. «Nous l'avons démontré l'an dernier. Quand cette équipe travaille fort et avec passion, nous obtenons de bons résultats. La clé est de fournir un effort constant», a soutenu André Savard.

Du côté du vestiaire, les joueurs ont accueilli la nouvelle avec la diplomatie de circonstance. Du reste, le gardien Jose Théodore croit que Claude Julien fera un excellent boulot à Montréal. «Je l'ai eu comme entraîneur pendant deux ans. J'ai aussi participé à un de ses camps d'été. Il connaît le hockey pour y avoir joué. Durant les entraînements, il aime voir du mouvement. Il veut aussi que les joueurs soient intenses. J'espère que ce changement va aider l'équipe.»

Nommé en novembre 2000 pour remplacer Alain Vigneault, Michel Therrien en était à sa troisième saison comme entraîneur du Canadien. En 190 rencontres, il a compilé un dossier de 77 victoires, 77 défaites et 23 matchs nuls. Il faut rappeler que malgré de nombreuses blessures dans ses rangs la saison dernière, Michel Therrien avait réussi à motiver ses troupes et à qualifier l'équipe pour les séries éliminatoires. Il est le sixième entraîneur à perdre son poste dans la LNH depuis le début de la saison de hockey.

Claude Julien recevra son baptême de la LNH ce soir. Son équipe affrontera les Maple Leafs de Toronto, qui ont mis le pied sur l'accélérateur après un début de saison médiocre. La présence des chouchous de la métropole canadienne signifie que le match sera diffusé partout au pays.

Avec la Presse canadienne

## VITE

SUITE DE LA PAGE 1

avait rendu deux décisions controversées durant le match. Selon des sources toujours près de l'action, Savard, en plus de quelques remarques destinées à un auditoire adulte, nous préférons vous en avertir, aurait demandé à Fraser s'il avait une petite idée de combien cela coûterait à M. Gillett si, à cause de ce revers, son équipe venait à rater les séries éliminatoires.

Or on sait maintenant, pour l'avoir entendu 35 fois plutôt qu'une, que l'objectif de l'autrefois glorieuse Flanelle pour les mille prochaines années consiste à participer aux séries éliminatoires, rien de vraiment plus. *We're number 8!*, comme disait Paul Eluard.

Alors il faut produire rapidement. Pas de niaisage, pas de reconstruction, pas de jeunes ou si peu, pas de temps à perdre. Vite, un club moyen pour sauver les meubles. Ça ne marche pas? On va essayer quelque chose d'autre. N'importe quoi, mais vite. Et en voulant aller vite, on manque les séries de peu, on bouche les trous d'année en année au lieu de faire le ménage et on se ramasse avec un dossier de 18-19-5-4, en plein milieu du paquet. On augmente la masse salariale, ce qui oblige à aller encore plus vite puisqu'il faut bien justifier les grosses rémunérations, sans garantie de résultats justement parce qu'il n'y a pas de plan.

La mèche du propriétaire est de plus en plus courte et, paradoxalement, elle coûte de plus en plus cher. C'est comme les vêtements pour dames: moins il y a de tissu, plus le prix au centimètre carré est élevé.

Et n'oublions jamais, par ailleurs, que lorsqu'un entraîneur-chef est congédié, cela peut toujours être vu

comme le geste d'un directeur général qui cherche à sauver, au moins pour un temps, sa propre peau.

Dans sa dernière livraison, le magazine *Sports Illustrated* examine, à la lumière des déboires des Sénateurs d'Ottawa, le sort qui pourrait échoir aux équipes canadiennes de la LNH. En ce qui concerne le Canadien, on note que George Gillett a acquis la franchise et son amphithéâtre à prix très abordable mais que, malgré cette illustration de la valeur décroissante de l'équipe, «une Ligue nationale sans ce club à la riche histoire est impensable.»

La disparition du Canadien, même au vu de la mesure financière qui ne semble pas avoir de fin et du rendement de l'argent Canadian Tire qui ne semble pas pressé de soigner sa chute, est certainement impensable, mais le fait qu'il puisse continuer de poireauter pendant un sacré bout de temps ne l'est pas. Pour l'instant, avec une masse salariale approchant les 50 millions \$US, ce n'est en tout cas pas une question de fric.

Mais ça peut être une question de patience (surtout de la part des fans qui appellent Ron et demandent des têtes après une défaite de suite), de reconnaissance des cycles qui marquent le sport et, pour quoi pas, de l'évocation de quelques faits: que Chicago, par exemple, n'a pas gagné la coupe Stanley depuis 40 ans, Toronto depuis 35 ans, Boston depuis 30 ans, que New York a gagné une fois en 60 ans et que Detroit, avant que le vieux Scotty ne le relance récemment, avait traversé un désert de 40 ans.

On n'est plus dans le bon vieux temps, mais ce n'est pas une raison pour pratiquer la fuite en avant.

## RETOUR

SUITE DE LA PAGE 1

cette chorégraphie était indiqué sur papier.»

La comédienne se dit folle de joie à voir renaître les films de son père. Au sein de sa famille, les dissensions et les chicanes ont eu trop longtemps la partie belle. «Entre nous, on se bagarrait sans cesse. Les uns étaient si respectueux de ses films qu'ils voulaient les garder dans une cathédrale en les adorant à genoux. Moi, j'étais du camp qui les souhaitait dans le domaine public.»

Le producteur français Marin Karmitz, à la tête de MK2, a réconcilié tout le monde. En 2001, il a acquis de la famille les droits mondiaux du catalogue Chaplin et entend diffuser les films (restaurés) en salles, puis en version DVD. Le Dictateur est le premier Chaplin à renaître par ses bons soins. «Cela dit, je ne veux plus me mêler de rien, avoue Geraldine. Ce sont mes frères qui s'occupent du futur musée dans le domaine de mon père, en Suisse, et des droits sur ses œuvres. J'en avais assez des disputes. Je me suis barrée.»

«Mon père était fasciné par Hitler, évoque-t-elle. Ils étaient nés à quatre jours d'intervalle, en 1889, et commencèrent tous deux leur vie comme vagabonds. Ils se ressemblaient physiquement. En plus, on dit qu'Hitler portait la même moustache que Charlot afin d'attirer sur lui un peu de l'immense popularité du clown. À tous deux, on a prêté des origines juives. Mon père a laissé couvrir ces rumeurs, mais un jour, à la question «avez-vous du sang juif?», je l'ai entendu répondre: «Je n'ai pas cet honneur.»

Dans le film, le barbier juif baragouine une langue qui ressemble à l'allemand, mais Chaplin ne parlait pas cette langue. Il s'est amusé à en recréer les tonalités. Charlot, en se mettant à parler, offre un message de paix... À la toute fin du Dictateur, son personnage de barbier juif livre un long discours pacifiste demeuré célèbre: qui le fit taxer de communiste par plusieurs: «L'envie a empoisonné l'esprit des hommes, a barricadé le monde avec la haine, nous fait sombrer dans la misère et les effusions de sang», disait-il, entre autres.

«Mon père a tourné la scène du discours après que le film eut été monté et fini, raconte Geraldine. Il voulait que Charlie Chaplin prenne la parole plutôt que Charlot, le barbier juif ou le dictateur. Dans cette scène, il apparaît avec des rides, des cheveux gris, pour livrer son propre message au monde, un message qui n'a pas vieilli.»

Réaliser *Le Dictateur* ne fut pas une mince affaire. «Personne ne voulait que le film se fasse. Les Allemands menaçaient: «Mon père de représailles. L'Amérique était très isolationniste et plusieurs là-bas admiraient Hitler sans vouloir connaître ses méfaits. Des juifs craignaient

que le film nuise à leurs familles demeurées en Europe. L'Angleterre affirmait qu'elle ne le diffuserait jamais, mais elle a changé d'idée au moment du lancement, et ce fut un grand succès. Mon père l'a financé lui-même.»

En 1940, les pays sous le joug nazi ont interdit *Le Dictateur*. Longtemps après la guerre, des scènes demeurèrent invisibles dans certains pays. «En Italie, toutes celles qui montraient la femme de Napoloni furent retranchées du vivant de Mme Mussolini [qui y était parodiée]. En Espagne, il n'a jamais été présenté, car le règne de Franco a duré longtemps. J'en avais là-bas une copie que je montrais aux amis sous le manteau. [Geraldine Chaplin a longtemps été l'épouse du cinéaste espagnol Carlos Saura.] Les Espagnols viennent tout juste de découvrir le film.»

«Dans son autobiographie [1964], Charlie Chaplin confiait que s'il avait su quelles atrocités Hitler allait commettre, jamais il n'aurait réalisé *Le Dictateur*, mais j'ai l'impression qu'il l'aurait fait quand même. Ailleurs, il affirmait qu'il fallait opposer le rire à cette horreur.»

Hitler a vu *Le Dictateur* au moins deux fois. «On a rapporté à mon père que le Führer n'avait ri ni au premier visionnement ni au second. On peut comprendre pourquoi...»

Si le public aimait Chaplin, les grosses gommeles le jugeaient suspect. «Aux États-Unis, le maccarthysme l'a très tôt pris pour cible. Dès 1922, le FBI s'est préoccupé de ses activités. Plus tard, Les Temps modernes, qui s'attaquait au travail à la chaîne, a accru ses ennemis. Et *Le Dictateur* l'a incrusté sur leurs listes noires.»

En 1952, Chaplin, à bout de tracaseries, est parti s'installer avec sa famille en Europe, aboutissant en Suisse. Née en 1944, Geraldine Chaplin a travaillé pour lui. Figurante dans *Limelight*, en 1952, et dans *Un roi à New York*, en 1957, elle a joué dans *La Comtesse de Hong-Kong*, le dernier film de Chaplin (en couleurs), en 1967, aux côtés de Marlon Brando et de Sophia Loren. «C'était fascinant de le voir travailler. Il mimait tous les rôles afin de les expliquer aux comédiens.»

Pour David Lean, Carlos Saura, Robert Altman, Alain Resnais et compagnie, Geraldine Chaplin a poursuivi, loin de son père, une impressionnante carrière d'actrice, jamais tarie. En février, elle amorcera en Espagne le tournage d'un film de Mary McGuckian aux côtés de Robert De Niro, Kathy Bates et Harvey Keitel.

Quand on lui demande si le fait de suivre les traces de son géant de père n'a pas été une expérience éprouvante, elle rit, répond: «Non, non! Il était si adoré que chacun avait envie d'aimer sa fille en retour. Ça m'a ouvert toutes les portes. D'autant plus grand qu'avec mon père, j'avais reçu la meilleure leçon possible de cinéma.»

## SHARON

SUITE DE LA PAGE 1

guerre du Liban, qui brigue de nouveau la direction du pays. Ni l'intervention exceptionnelle du directeur des élections qui, au début de la semaine, a abruptement interrompu la télédiffusion d'une de ses conférences de presse, qualifiée de propagande. Ni la crise économique, qui a fait monter l'inflation à 6,6 % et provoqué de nombreuses faillites. Ni les scandales à répétition, qui continuent d'ébranler la droite israélienne et la famille Sharon.

Rien de tout cela n'a empêché le premier ministre de remonter dans les sondages après une légère chute, il y a deux semaines. Le leader du Likoud est maintenant crédité d'environ 30 députés, trois de plus que la semaine précédente, sur les 120 que compte la Knesset. Les travaillistes tirent l'arrière avec seulement 20 élus, contre 24 la semaine dernière (ils en avaient 25 dans le précédent gouvernement). Un autre sondage réalisé par Geocartographia accorde au Likoud jusqu'à 34 sièges, contre 19 aux travaillistes.

Ariel Sharon n'a évidemment pas récupéré la quarantaine de sièges qu'on lui prédisait il y a un mois. Mais il semble assuré de former le prochain gouvernement et de faire de son parti le premier parti israélien.

«Plus la presse et la justice attaquent Ariel Sharon, plus il apparaît comme une victime», explique David Green, journaliste à l'hebdomadaire *The Jerusalem Report*. «En Israël, la gauche est perçue comme le parti de l'establishment. Quand les journalistes et les juges s'en prennent à Sharon, ils ne font que renforcer son image de représentant des classes populaires.» En Israël, les couches populaires sont généralement sèches (orientales) alors que les classes favorisées sont plutôt ashkénazes (européennes).

Le sommet a été atteint lorsque le président de la commission électorale, le juge Mishael Cheshin, a suspendu la diffusion d'une conférence dans laquelle Ariel Sharon répliquait violemment à son adversaire travailliste. Toute «propagande» électorale étant interdite à la télévision en dehors des publicités, strictement réglementées, le président de la commission a tout bonnement interrompu la diffusion. «C'était le meilleur service à rendre à Sharon», dit David Green.

C'est aussi l'opinion de Yaacov Ahimeir. «Les scandales ont très peu d'effet sur les sondages car les Israéliens ont peu confiance dans les médias. Ils y voient une conspiration pour renverser les dirigeants sans passer par une élection.» Pour cet animateur de la première chaîne de télévision israélienne, ces élections ont été déclenchées sans raison véritable par le retrait des travaillistes du gouvernement. «Deux mois plus tard, je ne sais toujours pas ce qui est vraiment en jeu.»

### Une atmosphère de corruption

S'il ne semble pas faire de doute qu'Ariel Sharon sera premier ministre le 28 janvier, les enquêtes en cours risquent d'empoisonner la politique israélienne pendant des mois encore.

Il y a d'abord l'achat de votes auquel un des fils de Sharon, Omri, aurait pris part. Il y a ensuite l'implication d'un autre de ses fils, Gilad, dans un projet touristique en Grèce. Il y a enfin cette garantie bancaire de deux millions de dollars accordée secrètement à Gilad Sharon par un ami sud-africain du premier ministre, Cyril Kern, afin de rembourser des fonds perçus illégalement lorsqu'Ariel Sharon a pris le contrôle du Likoud.

La politique israélienne a rarement baigné dans un climat aussi délétère. «Ce brouillage des frontières entre le gouvernement et la famille est un précédent dans l'histoire israélienne», écrit Arie Caspi dans le quotidien *Haaretz*.

Les messages publicitaires travaillistes ont beau décrier le premier ministre comme un parrain de la mafia, rien n'y fait. Il faut dire que le quotidien *Maariv* a aussi révélé mercredi que le chef travailliste, Amram Mitzna (qui est maire de Haïfa), aurait favorisé la construction de projets immobiliers financés par des Américains soupçonnés de blanchir de l'argent issu du marché colombien de la drogue.

L'effritement de l'électorat israélien risque cependant de compliquer sérieusement la constitution d'une nouvelle majorité. D'autant plus que le leader travailliste a annoncé cette semaine son intention de ne pas reformer de grande coalition avec le Likoud, comme celui qui dirigeait le pays il y a trois mois à peine.

«Je me demande vraiment à quoi servent ces élections, dit Yaacov Ahimeir. Les travaillistes nous disent maintenant qu'ils ne veulent pas participer au gouvernement. Pourquoi en ont-ils été membres pendant deux ans?»

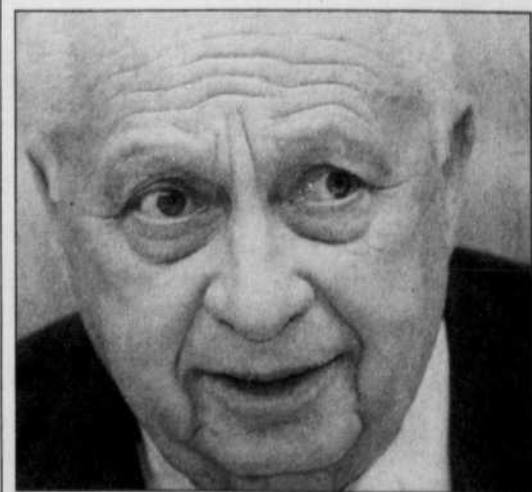
### Une coalition avec qui?

Selon un sondage publié jeudi par le quotidien *Yediot Aharonot*, les Israéliens ne partagent pas l'avis du chef travailliste. 51 % veulent que lui et son équipe participent à un gouvernement d'union nationale. Selon un autre sondage, 57,5 % croient que les travaillistes ne pourront tout simplement pas refuser une telle coalition.

Selon David Green, les travaillistes auront vite fait de se débarrasser de leur leader si celui-ci ne fait pas élire au moins 20 députés. Les anciens ministres travaillistes pressés de retrouver un siège dans le nouveau gouvernement auront alors la voie libre.

L'effritement des voix des grands partis profite actuellement aux ultraorthodoxes du Shass mais aussi aux laïcs du Shinoui. Fait exceptionnel, ces derniers pourraient faire élire jusqu'à 15 députés. Et comme ils refusent de participer à toute coalition impliquant un parti religieux, Ariel Sharon risque d'avoir quelques maux de tête pour composer son gouvernement. Ce qui fait dire à plusieurs que les Israéliens pourraient retourner aux urnes dans environ un an.

C'est peut-être à ces élections que songent déjà les travaillistes israéliens.



Ariel Sharon

REUTERS